

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Bientôt.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LA CONDITION FÉMININE

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans le discours du trône, vous avez déclaré que vos ministres essaieraient de «mieux définir» le principe du salaire égal pour un travail d'égale valeur. En août dernier, cependant, pendant le débat des chefs de parti sur les questions intéressant les femmes, vous avez déclaré ceci . . .

**Des voix:** Règlement!

**M. le Président:** A l'ordre. J'hésite à interrompre l'honorable député, mais vu son expérience parlementaire elle sait comment les questions doivent être posées.

**Mme Copps:** Monsieur le Président, je pose ma question au premier ministre par votre entremise. En août dernier, pendant le débat des chefs de parti, le premier ministre a déclaré ceci:

[Français]

Je pense que c'est impérieux que le premier ministre, le nouveau gouvernement, donne des directives très claires auprès du Conseil du Trésor. La loi est claire.

[Traduction]

Le premier ministre a déclaré en août dernier que la loi est claire. Je voudrais savoir ce qui a bien pu obscurcir la vue du premier ministre entre août et novembre à tel point que ce qui était clair en août ait besoin d'être mieux défini en novembre. Pourquoi le premier ministre ne prend-il pas immédiatement des mesures pour apporter les changements qu'il a promis à toutes les femmes du Canada?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je remercie l'honorable députée de la question qu'elle a soulevée, surtout compte tenu de son sens de l'humour. Lors d'une interview à la télévision, elle a appelé l'opposition libérale «les formidables 40».

**Mme Copps:** C'était «les redoutables 40».

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, le gouvernement tient toujours à atteindre cet objectif. Nous espérons assurer la pleine égalité des femmes et ce sera l'un des principes importants qui ressortiront de toutes nos initiatives législatives.

#### LA DÉCLARATION FAITE AU COURS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir, par votre entremise, rappeler au premier ministre les propos qu'il a tenus en août dernier. Non seulement il a déclaré que la loi était claire à cet égard, mais il a ajouté ce qui suit:

[Français]

J'irai plus loin, bien sûr. J'irai plus loin pour s'assurer que ce principe d'équité se retrouve auprès de ceux qui aimeraient transiger financièrement avec le gouvernement fédéral.

[Traduction]

Il a dit qu'il verrait à ce que non seulement le gouvernement respecte ce principe, mais également toutes les entreprises qui souhaitent faire affaire avec lui. Encore une fois, monsieur le Président, qu'est-ce qui a bien pu survenir entre août et novembre pour faire changer d'idée le premier ministre quant aux mesures concrètes qu'il avait promises aux Canadiennes? Comment celles-ci pourraient-elles lui faire confiance, lui qui change si souvent d'avis?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, l'indignation de la députée me laisse perplexe. En effet, le programme que nous avons proposé aux Canadiens a permis l'élection d'un nombre record de femmes au sein du gouvernement progressiste conservateur actuel.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Ce qui a permis ensuite de nommer un nombre record de femmes parmi les ministres de ce gouvernement progressiste conservateur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Voilà qui témoigne de la bonne foi du gouvernement. Nous entendons poursuivre ce plan d'action tangible et énergique en faveur des Canadiennes, plan d'action qui a fait si grandement défaut par le passé.

**Mme Jewett:** Foutaise, monsieur le Président!

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

### L'AIDE EXTÉRIEURE

#### L'ÉTHIOPIE—LES FONDS VERSÉS PAR LE GOUVERNEMENT

**Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je voudrais d'abord le remercier d'avoir invité des membres des partis d'opposition à l'accompagner aux funérailles d'Indira Gandhi et lors de sa visite à Addis Abeba. Mon collègue, le député de Comox-Powell River, a fait rapport ce matin à notre groupe parlementaire.

Ma question concerne l'aide que le Canada apporte aux affamés de l'Éthiopie. Le ministre ne peut se contenter d'affirmer, comme il l'a fait plus tôt, que David MacDonald s'en occupe. Car ce dernier n'est que le coordonnateur et non l'instigateur de notre aide. Le gouvernement a-t-il débloqué des fonds neufs, des fonds qu'il n'a pas pris sur les crédits déjà affectés à l'ACDI ou à d'autres organismes comme fonds d'urgence ou fonds de développement pour l'Éthiopie? A cet égard, le ministre a-t-il songé à offrir une aide égale aux contributions versées par des particuliers et des organismes privés?